



Cible 5

INVESTISSEMENTS CIBLÉS

INTITULÉ COMPLET DE LA CIBLE

“ Adopter et mettre en œuvre des systèmes de promotion de l'investissement en faveur des pays les moins avancés. ”

Le devoir d'investir dans les pays très pauvres

Très peu parmi les pays les plus riches ont atteint la promesse faite de consacrer 0,70% du RNB à l'aide aux pays en développement, et l'APD ainsi que d'autres aides internationales au développement ne suffiront pas à financer les investissements pour atteindre les ODD. Dans ce contexte, la nécessité d'augmenter le nombre d'investissements privés et publics dans les PMA est avérée. Investir dans une économie responsable, dans les services essentiels, l'inclusion sociale et la réduction des inégalités (santé, éducation, eau et assainissement, lutte contre la pauvreté, égalité des genres), et préserver la planète (écologie, climat, biodiversité) doivent être des priorités.

Les investissements publics (Etat, collectivités, APD) doivent renforcer les capacités des PED à investir chez eux (en décentralisant leurs compétences pour s'appuyer sur leurs collectivités territoriales), mais également orienter l'investissement privé vers la transition écologique et le développement durable dans les PMA, en offrant aux investisseurs de la visibilité pour les années à venir. Ces apports de capitaux sont cruciaux pour le développement économique, politique, financier, écologique durable des PED. Selon un rapport publié par le Groupe de la Banque mondiale¹¹, les investissements directs à l'étrangers (IDE) permettent de réduire les inégalités et asymétries de développement toujours courantes, pour progresser vers un monde moins inégalitaire et déstabilisé.

Une question très spécifique

La période couverte par les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) entre 2000 et 2015 a vu une nette amélioration de la situation économique et sociale des PMA : recul de la pauvreté, augmentation des taux de scolarisation, indicateurs de santé à la hausse... Quatre pays ont pu être reclassés entre 2007 et 2017. Ces chiffres sont

cependant loin de ceux escomptés par la communauté internationale en 2011¹². Ces pays souffrent du manque d'investissements chroniques, qui freinent leur développement : le déficit annuel de financement en faveur des ODD s'élève à environ 2 500 milliards de dollars en 2020¹³. Le secteur public ne peut à lui seul combler ce déficit, rendant les financements du secteur privé impératifs, pour les diriger vers les projets liés aux ODD dans des domaines tels que la production d'énergie et la fourniture d'électricité, les infrastructures, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, ainsi que la santé et l'éducation, la sécurité alimentaire, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation aux effets de ces changements¹⁴.

En effet, les PMA sont intrinsèquement très vulnérables aux chocs économiques et environnementaux, et sont fortement dépendants de l'Aide publique au développement (APD) pour mettre en œuvre le Programme de développement durable 2030 et rendre leurs économies plus résilientes, car les investissements privés demeurent limités. La finance pour l'adaptation se dirige uniquement vers les secteurs où les territoires sont les plus rentables (notamment les PMA africains riches en ressources naturelles¹⁵), laissant de côté les plus vulnérables ou ceux où les cadres écologiques, légaux, politiques, économiques sont assez instables. Avec la crise provoquée par la

TRI HITA KARANA ROADMAP FOR BLENDED FINANCE: ACTION AREAS



Tri Hita Karana Roadmap for Blended Finance | OCDE (2018).

11. Banque Mondiale : [Aider les pays en développement à tirer le meilleur parti des investissements directs.](#)
 12. [Financement des objectifs de développement durable \(ODD\) dans les pays les moins avancés \(PMA\) : diversification de la boîte à outils financière et gestion de la vulnérabilité.](#)
 13. [L'OCDE et le PNUD lancent un programme pour aligner la finance mondiale sur le développement durable.](#)
 14. [CNUCED - Promouvoir l'investissement étranger en faveur des objectifs de développement durable.](#)
 15. [ID4D - L'atteinte des ODD dans les PMA nécessite de nouvelles solutions de financement.](#)



ODD17 - PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

pandémie de Covid-19, les investissements directs étrangers dans le monde ont chuté de 42% en 2020, et vont rester faibles en 2021¹⁶. De même, la baisse du revenu des entreprises multinationales réduit le potentiel de réinvestissement dans les PMA, cruciaux pour garantir une reprise durable.

De plus, malgré un besoin pressant d'investissements, les flux privés internationaux alloués à quatre des 10 domaines d'action liés aux ODD n'ont pas notablement augmenté depuis leur adoption en 2015, d'après le rapport sur l'investissement dans le monde publié en 2020 par l'ONU¹⁷. Et si plus de 150 pays ont adopté des stratégies nationales de développement durable, ou modifié leurs plans de développement afin de tenir compte des ODD, rares sont les stratégies qui contiennent des orientations précises pour la promotion des investissements en faveur des ODD. Des programmes d'incitation existent, mais couvrent rarement plusieurs secteurs clefs tels que la santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation et l'adaptation aux changements climatiques. Depuis l'adoption des ODD, les mesures prises dans le monde pour libéraliser ou faciliter les investissements (essentiellement dans les transports, l'innovation, l'agriculture et l'alimentation) sont loin de suffire à réorienter l'ensemble du régime national de l'investissement en faveur des ODD. Une réalité d'autant plus surprenante que l'épargne du système financier international pourrait suffire à combler ce déficit de financement des ODD. D'après Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, réaffecter ne serait-ce qu'1,1% des 379 000 milliards de dollars d'actifs détenus par les banques, les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs, suffirait pour mettre en place une finance durable et compatible avec les ODD.

UNE GRILLE D'INDICATEURS

LIÉS AUX ODD PAR L'ONG CERISE

L'ONG Cerise a créé une grille d'indicateurs « micro-économiques » agrégeables, liés aux ODD, directement utilisable par des entreprises sociales. Cette initiative a pour but de favoriser l'émergence d'un écosystème propice à l'essor de projets d'entrepreneuriat social dans les pays en développement.



<https://cerise-spm.org>

FISP-CLIMAT

(FACILITÉ D'INNOVATION CLIMAT POUR LE SECTEUR PRIVÉ)

La FISP a été créée par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), solution de financement pour les développeurs de projets innovants dans les pays en développement, qui encourage les investissements privés pour le financement de projets d'adaptation dans les pays en développement (Afrique subsaharienne, zone méditerranéenne et autres pays en développement). Le cinquième appel à projets du FISP-Climat, paru en 2018, permet à des entreprises ou des consortiums composés d'au moins une entreprise privée, d'obtenir une subvention ou une avance remboursable (pour un maximum de 500 000 €), pour un projet axé sur l'adaptation ou transversal, et réalisé avec des partenaires locaux.

La vraie clé du décolllement des PMA

Selon des estimations de 2017, investir dans les ODD permettrait de faire éclore des opportunités économiques non négligeables, et générerait jusqu'à 380 millions d'emplois, essentiellement dans les pays en développement¹⁸. Selon la Commission mondiale pour l'adaptation : « l'investissement de 1 800 milliards à l'échelle mondiale dans cinq domaines [les systèmes d'alerte précoce, des infrastructures résilientes, l'agriculture dans les zones arides, la protection des mangroves et la protection de la ressource en eau] entre 2020 et 2030 pourrait générer 7 100 milliards US\$ en avantages nets totaux, et permettrait d'éviter 7 100 milliards de dollars de coûts »¹⁹. L'adaptation apparaît donc comme un secteur potentiellement rentable et attractif pour les investisseurs, à condition qu'un certain nombre de précautions soient prises, en particulier dans la gestion des risques et la réduction de la vulnérabilité aux chocs.

Les instruments financiers pour mobiliser des ressources additionnelles pour le financement d'infrastructures durables se sont multipliés, et conservent un potentiel non exploité, mais leur utilisation reste marginale dans les PMA. Ces ressources financières diverses, couplées avec la mobilisation des ressources intérieures, le renforcement des aides internationales, l'introduction de nouveaux outils tels que les critères d'investissement durable, les principes de divulgation des informations relatives au climat et l'intégration des risques liés au climat dans les décisions d'investissement, rendraient les PMA plus attractifs aux investisseurs et leur permettraient

16. Les investissements directs étrangers dans le monde ont chuté de 42% en 2020 (CNUCED).

17. Rapport sur l'investissement dans le monde : la production internationale à l'issue de la pandémie.

18. Perspectives mondiales du financement du développement durable 2019 : L'heure est venue de relever le défi.

19. Rapport 2020 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation.



d'accéder à de nouveaux fonds privés ou publics pour le développement durable en réduisant leur vulnérabilité²⁰.

La CNUCED a établi un nouveau plan d'action en 6 mesures pour mobiliser et orienter les investissements, et en maximiser les effets, tâches particulièrement difficiles dans les pays en développement : intégrer les ODD dans les cadres directifs nationaux pour l'investissement et dans le régime des accords internationaux d'investissement ; réorienter les stratégies de promotion et de facilitation des investissements vers les ceux en faveur des ODD ; établir des accords régionaux d'investissement en faveur des ODD ; encourager de nouvelles formes de partenariat pour les investissements en faveur des ODD ; aller plus loin dans la prise en considération des questions d'ESG sur les marchés des capitaux avec la mise en place d'un mécanisme mondial de suivi et d'une procédure harmonisée de publication de l'information ; faire évoluer les mentalités dans le secteur des entreprises au niveau mondial.

Dans ce contexte, le G20 post pandémie déclare « n'épargner aucun effort » pour soutenir l'économie mondiale pendant et après la crise Covid. Dans cet optique, une proposition a été faite en vue de créer un « mécanisme de facilitation de l'IED » doté de ressources suffisantes ou d'élargir le mandat défini dans le cadre de l'Initiative Aide pour le commerce, facilement accessible, pour y inclure l'aide à l'investissement, en ciblant en particulier les pays à faible revenu.

LE « CADRE POUR L'ALIGNEMENT DE LA FINANCE AUX ODD »

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le PNUD lancent le « Cadre pour l'alignement de la finance aux ODD », un programme visant à aider les acteurs publics et privés à identifier et prioriser les investissements qui contribuent aux Objectifs du développement durable (ODD). Présenté au Forum de Paris sur la Paix²¹, ce cadre identifie des solutions pour orienter les milliers de milliards de dollars de l'épargne mondiale vers des investissements plus durables et résilients, et mobiliser davantage de fonds pour les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays en développement.



<https://www.oecd.org/development/financing-sustainable-development/Framework-for-SDG-Aligned-Finance-OECD-UNDP.pdf>

21. L'OCDE et le PNUD lancent un programme pour aligner la finance mondiale sur le développement durable.